

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE
No 24 nov. 1981

LA CRISE RALLUMERA LES LUTTES OUVRIERES

La Suisse ne sera plus encore longtemps cet flot de prospérité au sein d'une Europe en crise. Inflation renaissante (7,48 o/o de Août 80 à Août 81), blocage voir recul du pouvoir d'achat des salaires, licenciements et chômage technique, attaques sur les assurances sociales, tels sont les indices de crise qui apparaissent.

L'image d'une Suisse au dessus des affres de la crise reposait bien sur une réalité. La prospérité du secteur bancaire et tertiaire, n'était pas le moindre de ces éléments. Dans le secteur industriel l'économie suisse se caractérise par l'absence des grands secteurs européens en crise comme les mines (fer-charbon) et son complément la sidérurgie. A cause de ces manques, l'économie industrielle s'est très tôt spécialisée (comme au Japon) dans des secteurs hautement qualifiés : Chimie, horlogerie et industrie des machines. Ce dernier secteur trouve comme point d'appui à son développement un secteur aussi traditionnel que l'horlogerie et aujourd'hui en voie de totale disparition en Europe, le secteur textile.

Une prospérité industrielle basée sur quelques secteurs spécialisés, liés très fortement à l'économie de reconstruction d'après-guerre (machines) donna ce caractère particulièrement aristocratique à une dame ouvrière hautement qualifiée et dignement représentée par les syndicats de l'USS. La "Paix du travail", cette forme helvétique de la paix sociale prenait appui sur la conviction intime des prolétaires que

la prospérité industrielle était le meilleur gage de la prospérité des familles ouvrières. Cette conviction trouvait sa confirmation dans des salaires plus hauts que la moyenne européenne même si cela trouvait la compensation pour le capital dans une journée de travail nettement plus longue.

La concurrence des nouvelles nations industrielles d'Asie sonnèrent le glas des secteurs traditionnels, et cela non seulement en Suisse, mais en Europe. La disparition de l'industrie textile, et de l'horlogerie devait être commencée. Cette réduction commencée il y a plus de 10 ans avait précédé la crise mondiale de 74. C'est pourquo, lorsque l'on négligeait la crise du textile et de l'horlogerie, la Suisse semblait inatteignable pour la crise.

La crise mondiale que l'on peut faire débuter en 74, est d'une toute autre nature. Il ne s'agit plus d'une crise partielle qui voit dans un secteur particulier de nouvelles nations s'imposer aux anciennes, mais il s'agit d'une crise qui affecte l'ensemble des secteurs et l'ensemble des nations en même temps. C'est le prélude d'une crise générale du capitalisme qui ne peut avoir d'autre issue que de jeter les uns sur les autres les nations groupées en blocs antagonistes dans un troisième conflit mondial, seule méthode que connaisse le capitalisme pour se régénérer dans un nouveau cycle d'accumulation après la destruction de toutes les marchandises accumulées et devenues invendables.

Cette crise, dans laquelle les défenseurs de l'ordre bourgeois ne veulent voir qu'une "crise structurelle" (oh! myopie d'une classe parvenue au-delà de la sénilité), aggrave la concurrence des capitaux entre eux, réservant du même coup des marchés toujours plus saturés, car pour le capital individuel la conquête du marché ne peut se faire que par l'abaissement des coûts de production, donc par la production en volume toujours plus importants dans le même laps de temps.

Jusqu'à présent l'industrie suisse maintenait et même augmentait son marché parcequ'elle pouvait garantir une qualité et des délais de livraison (la paix sociale garantie) strictes. Mais aujourd'hui cet argument n'est plus. Devenu trop chère face à ses concurrents sur le marché

suite en page 3

SOMMAIRE

• Edito : la crise	p. 1
• France	p. 1
• Fonction publique : bilan	p. 1
• Rupture	p. 2
• Contre la guerre	p. 2
• Notes syndicales	p. 3
• L'Étincelle	p. 6
• Le Manifeste du Parti	p. 6
• Aux urnes citoyens !	p. 7
• Réforme scolaire	p. 7
• Ce ; les moyens de répression	p. 8
• C'est le capital qui tue	p. 8
• Répression en Algérie	p. 8
• LCR	p. 3

Permanences du Parti

• LAUSANNE : tous les samedis de 10h à 12h
12, rue du Pont, atelier au rez sup.
• GENEVE : tous les mercredis de 18h30 à 20h.
73 rue de St-Jean (côté James Fazy)
Prendre ascenseur pour sous-sol. 1ère porte à gauche, puis 1ère porte à droite "Atelier".

Fonction publique : bilan d'une déroute

• DES ACQUIS REMIS EN CAUSE

La crise capitaliste ne touche pas seulement la sphère productive de la société capitaliste, elle touche aussi l'Etat dans ses superstructures administratives. Le déficit de l'Etat et la nécessité de diminuer tout azimut -sauf militaire- les budgets de son fonctionnement est le corollaire des pertes enregistrées par l'économie nationale. Pour les travailleurs de l'Etat et des services semi-publics (subventionnés par l'Etat), il signifie remise en questions des acquis et de la stabilité dans l'emploi.

Cette situation a suscité un mouvement d'humeur dans la fonction publique (FP) et semi-publique (FSP) de Genève aboutissant au début de l'année à l'élaboration d'un cahier de revendications par les syndicats (1) :

- 40 heures hebdomadaires.
- 5 semaines de vacances.
- 16 semaines de congé maternité et interdiction de licencier les travailleuses enceintes.
- diminution des effectifs d'élèves dans les classes.
- augmentation des effectifs de personnel selon les besoins et sous contrôle du personnel.

S'il n'y a pas de commentaire à faire sur les premières revendications, il faut noter que le contrôle des engagements du personnel par les travailleurs est révélé par la direction syndicale

• LES RAPPORTS DE FORCE

Dans tout mouvement social, la question clef dont la réponse fait dépendre toute l'organisation, les objectifs et l'action concrète de la lutte, est celle du rapport de force existant entre prolétaires et patrons.

Non seulement ce rapport de force influe sur la portée des revendications, mais encore et surtout il détermine quels doivent être les moyens de lutte de classe mis en oeuvre et quelles sont les tâches organisationnelles.

Dans un climat social serein, renforcé par les syndicats toujours très attachés à la paix du travail, on ne peut pas attendre que toute une catégorie de travailleurs se placent subitement sur un terrain de classe pour défendre ses intérêts. Une lutte d'ensemble des prolétaires est toujours le fruit d'une expérience partielle de luttes où les prolétaires font l'apprentissage de la lutte et posent les bases d'une organisation réelle dépassant les frontières de l'entreprise.

Or les travailleurs de la FP et FSP n'ont pas derrière eux cet acquis de luttes immédiates.

D'autre part, et dans l'intérêt du mouvement, il ne faut pas cacher la vérité sur les conditions de vie et de travail des travailleurs de la FP et FSP. S'il est indénia-

opportuniste qui rêve de s'asseoir sur le strapontin patronal. Contrôler les entrées, c'est mettre son nez dans la politique d'emploi du capital, c'est donc aussi intervenir sur les limitations du personnel et les licenciements!

Ce n'est pas tant sur les revendications, dont la plupart exorbitent le juste besoin d'améliorer les conditions de travail, que nous axerons ce bilan, mais sur la question des rapports de force réels entre travailleurs et Etat, ainsi que sur la direction donnée au mouvement par le cartel syndical.

ble que certaines catégories (notamment dans les hôpitaux) connaissent des conditions de travail particulièrement pénibles pour un salaire de misère, les conditions pour la plupart des catégories sont largement au-dessus du seuil de révolte. Il n'y a qu'à se pencher sur le catalogue des revendications pour se rendre compte que les enseignants (qui ne sont pas une catégorie minoritaire) ont dû, au milieu de revendications générales à toutes

suite en page 4

France : le réformisme à l'oeuvre !

La nouvelle gauche helvétique (gauche du PS, groupe d'Yverdon, PSE, POC, PSA etc...) a les yeux tournés sur l'expérience du "socialisme aux couleurs de la France". Selon ces courants, la France a changé de régime depuis le 10 mai.

Qu'en est-il réellement?

A part quelques mesures spectaculaires comme l'abolition de la "Peine de mort", et de la Cour de sûreté de l'Etat, l'arrêt de la construction de la centrale de Plogoff, tout en continuant silencieusement la poursuite des autres chantiers, l'arrêt de l'expansion du camp militaire du Larzac, toutes les autres mesures qu'aiment à citer les "sympathisants du nouveau régime" nagent dans le flou artistique.

L'arrêt de l'expulsion des immigrés sans papiers, à condition qu'ils répondent à la première condition d'être en France avant le 1er janvier 81 et à la seconde, de pouvoir justifier d'un emploi stable, n'est encore que provisoire. Déjà on peut affirmer que la deuxième condition, mais comment exiger un emploi stable en période de crise, excluerait 80 à 90% des sans-papiers, sans compter tous les saisonniers, temporaires ou vacataires, exclus par la première condition.

La lutte contre le chômage, cheval de bataille de la campagne électorale se réduit à l'objectif "d'essayer de ne pas dépasser le cap des 2 millions de chômeurs".

La lutte contre l'inflation s'est traduite par toute une série de mesures augmentant les prix des denrées et services de base (pain,

essence, loyer, transports, cigarettes etc...)

Les nationalisations dont on rabâche quotidiennement les oreilles des prolétaires, elles ne sont rien moins que la tentative de l'Etat de gérer au mieux le patrimoine national. Elles ne sont donc rien d'autre qu'une politique bourgeoise de gauche à l'usage de la crise.

La politique étrangère se caractérise par un alignement complet derrière les Etats-Unis, même si les beaux discours de Cancou semblent présenter l'image d'une France, amie du tiers monde. La politique africaine dans les ex-colonies se porte aux mieux dans le respect des accords passés et les potentats africains sont cordialement invités à Paris début novembre pour resserrer les liens tissés sur le dos des masses exploitées d'Afrique.

Quand à la politique militaire, elle se caractérise par l'affirmation de la nécessaire solidarité occidentale contre le bloc de l'Est et entend maintenir une armée dont l'équipement sur la scène européenne est renforcée.

Enfin, la politique coloniale se poursuit malgré les intentions formelles du programme socialiste. Devant la montée de la légitime colère des canaks face à l'exploitation coloniale, le gouvernement PC-PS répond par l'envoi de nouveaux contingents de gendarmes en Nouvelle Calédonie. Aux Antilles, à la Réunion et ailleurs des Dom-Tom sont maintenus sous la domination française.

suite en page 8

(1) Le "mouvement unitaire" regroupait les organisations syndicales des travailleurs des services industriels, de l'Hospice général de la Ville de Genève, du secteur hospitalier, des enseignants et de l'administration centrale.

CONTRE LA GUERRE LE PACIFISME EST VAIN

Le pourrissement graduel mais continu de la crise capitaliste pousse le capital à s'armer jusqu'aux dents et à se préparer à la prochaine guerre impérialiste. Cette fébrile préparation se fait dans l'ombre des Etats-majors, mais certaines décisions ne peuvent pas être cachées aux citoyens des différents Etats impérialistes. L'implantation de nouveaux missiles en Europe a soulevé un vaste mouvement d'indignation des courants pacifistes dans les capitales européennes.

En Suisse aussi, la bourgeoisie se prépare à la guerre en se dotant d'armement plus modernes, de chars en particulier, et en renforçant la discipline à l'armée par un nouveau règlement de service plus strict encore.

Ceci nous amène à rappeler quelques principes élémentaires qui doivent régir la lutte de classe du prolétariat contre le militarisme bourgeois et contre la troisième guerre impérialiste en préparation. Dans un tract

diffusé lors de la manifestation contre la présence de l'armée au Comptoir de Lausanne, nous expliquions que:

" La lutte du prolétariat international contre la guerre impérialiste ne doit pas prendre le chemin illusoire des démocrates petits-bourgeois qui opposent à la violence bourgeoise la "paix des peuples". En acceptant de suivre sa bourgeoisie dans la guerre impérialiste, le prolétariat ne défend pas ses intérêts, mais au contraire ceux de l'ordre capitaliste barbare. La seule alternative du prolétariat est de se dresser contre sa propre bourgeoisie qui l'emmène au massacre, c'est de transformer la guerre impérialiste en guerre civile à l'échelle mondiale. Cette tâche gigantesque du prolétariat ne peut être que le résultat d'une longue préparation exigeant des luttes partielles qu'elles rompent avec la défense de l'économie nationale et le chauvinisme. Si la lutte immé-

diante ne s'oriente pas dès aujourd'hui sur un terrain de classe, les prolétaires se retrouveront demain sans arme pour se défendre contre la guerre impérialiste.

" Dans la lutte antimilitariste, cette préparation ne peut pas être acquise sans rompre avec les méthodes illusoires de lutte du pacifisme qui fonctionnent à coup de pétition et d'intervention parlementaire. Cette défense exige la formation d'organisations de soldats dont le travail clandestin est d'organiser leurs camarades sur des actions directes tels la grève et le refus collectif d'ordre. Ce n'est que dans la lutte que l'unité des soldats contre la hiérarchie et la discipline militaires sortira renforcée. L'objectif du prolétariat doit être la destruction de l'armée bourgeoise et non pas son contrôle par l'intimidation des référendums!

- VIVE LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE, VIVE L'ANTIMILITARISME DE CLASSE!
- NON A LA GARDE ARMÉE!
- HALTE A LA REPRESSION DES INSOURIS!"

les nations. Dans ce soutien à toutes les nouvelles bourgeoisies en lutte, ils rencontraient inévitablement la Chine bourgeoise, elle-même en opposition d'intérêt avec les impérialismes russes et américains. Voilà pourquoi, toute une frange importante du mouvement soixante-huitard s'identifia à la lutte de la Chine bourgeoise, dans sa tentative de briser les archaïsmes économiques notamment pendant la révolution culturelle.

Mais ce qui fit la force, en tant que mouvement certes minoritaire mais non négligeable, du maoïsme, c'est qu'il chercha à se lier en Europe et donc en Suisse avec le mouvement réel de la classe ouvrière en attirant à lui une frange de la jeunesse ouvrière dont le monde a encore en mémoire les positions défendues par la "gauche prolétarienne" en France durant les grandes grèves de la fin des années 60 et début des années 70. En Suisse aussi le mouvement maoïste attira des jeunes ouvriers qui virent dans cet organisme plus une organisation pour son combat immédiat qu'une organisation politique pour la conquête du pouvoir. Cette volonté et cette capacité d'attirer quelques éléments d'avant-garde prolétarienne se traduisit par la création de "Lutte ouvrière", Organe répondant à l'urgent besoin de faire connaître toutes les expériences petites et grandes, de la classe ouvrière helvétique. Véritable poumon de la lutte immédiate, ce périodique répondait au "besoin d'organisation" des éléments dispersés de l'avant-garde ouvrière.

Alors que "Lutte ouvrière" assurait son modeste travail d'organisation élémentaire des travailleurs, l'organisme politique né dans le bouillonnement culturaliste de la révolte étudiante franchit tous les stades qui vont des spontanés du début à l'alignement toujours plus ouvert sur les positions chinoises.

Les stades ayant été la création "Rupture" de l'OCLDR puis de l'OCS.

Il était inévitable que tout au long de ce cours le fossé s'ouvre entre l'organisme politique à la remorque de l'Etat chinois et l'organisme des luttes immédiates "LO". Devant la résistance de ce dernier à s'aligner sur Pékin, encore que le journal soit devenu dans ses dernières parutions tout-à-fait indigeste par la maoïse qui l'enrobait, l'OCS décida de le saborder. Voilà bien les manœuvres si chères au stalinien des années 30!

Mais cet alignement ne pouvait pas durer sans crise devant l'orientation toujours plus évidemment bourgeoise de la politique pékinoise. Si le "réalisme d'Etat" est capable de faire comprendre tous les tournants au nom de la gestion des intérêts nationaux le "suivisme européen" lui n'a d'autres ressources que de forcer les militants récalcitrants à s'aligner au nom de la discipline.

Un tel cours ne pouvait mener qu'à la dissolution de fait sinon de droit. Né sans références ni traditions prolétariennes et à fortiori communistes, ce mouvement issu de la solidarité avec les peuples en lutte ne pouvait que disparaître après un cours douloureux et chaotique après l'extinction des luttes anti-coloniales.

Le nouveau-né "Rupture" que nous commentons est un mort-né. Prenant prétexte du mouvement de la jeunesse zurichoise et lausannoise les anciens maoïstes n'ont plus que la prétention d'être dans la mouvance sans chercher à lui imprimer une quelconque direction. Gageons qu'avec de telles certitudes théoriques la revue ne survivra pas à un mouvement lui-même en voie de liquidation faute d'objectifs clairs.

"Rupture": le confort du scepticisme

Le 1er mai 81, vit renaître sur le marché des journaux politiques une vieille connaissance du début des années 70: "Rupture". S'agit-il d'une renaissance ou tout simplement du dernier cri d'un mouvement qui naissant il y a près de 15 ans parcouru tout le cycle du spontanéisme à l'alignement pour finir aujourd'hui dans le scepticisme gâteux?

À la lecture du 1er et unique numéro édité à notre connaissance, il va sans dire que nous sommes en présence d'un journal reflétant tous les doutes et les incertitudes de la petite bourgeoisie valencine par la réalité. Fini les grandes perspectives généreuses, fini les espoirs de voir jaillir un jour une société sans classe. Il ne reste que la mauvaise conscience du passé, la "sagesse" du cynisme pour l'avenir et la recherche de la jouissance culturelle du petit-bourgeois pour l'immédiat.

La revendication de la nécessité de la révolution communiste se réduit pour "Rupture" à "La lutte pour une transformation radicale". Cette définition sans autre précision est un important aveu d'impuissance théorique car la révolution communiste se définit clairement comme la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois en lui substituant la dictature de la classe ouvrière dont la "tâche" est - par une intervention constante systématique contrôlée et despotique - de faire jaillir des entrailles même de la société bourgeoise les nouveaux rapports sociaux non mercantiles du socialisme. La "transformation radicale" ne peut être que cela ou n'est pas.

En refusant de définir le "but final" de son combat (!!!) "Rupture" entend résoudre le difficile problème de la "transformation radicale" avec l'arme théorique du "doute philosophique" si cher à la pensée petite-bourgeoise d'aujourd'hui.

L'objectif de la revue semole annoncer dans l'article "où sont passés les gauchistes": reconstruire un courant de pensée rompant radicalement (souligné par nous) avec l'ordre établi. "Etre radical...c'est...avoir pour impératif catégorique de renverser tous les rapports sociaux... L'ordre social existant doit être au coeur d'une critique radicale". Pour celui qui n'aurait pas bien saisi, "Rupture" entend être radical, mais dans ce radicalisme-là nous ne voyons que tâtonnements sans méthode. Et quand donc la phrase suivante on se propose de critiquer radicalement "notre militantisme passé", nous ne voyons dans ce radicalisme qu'une thérapeutique fort peu éloignée d'alléger de l'auto-critique stali-

nienne, méthode infâme permettant toutes les déviations pourvu qu'existe l'absolusion.

Le renversement des rapports sociaux bourgeois ne peuvent être que le résultat d'un renversement des rapports de forces entre les classes et donc d'un renversement politique. C'est sûrement là une autre définition trop précise que "Rupture" ne peut que rejeter. Elle préfère rester dans le domaine idéal des concepts abstraits et de la pensée pure.

Quand on se donne pour objectif de construire un courant de pensée, c'est que l'on fait sienne l'idée que la pensée mène le monde, et cela c'est de l'idéalisme, un point c'est tout.

Mais comme il faut également comprendre l'échec du mouvement maoïste, Rupture se propose de fixer le bilan des actions passées, non pas dans l'histoire réelle qui voit s'affronter des classes, des groupes humains mus par les lois du développement social, mais dans le domaine de la pensée théorique. "Pour nous, les origines de la crise sont autres, nous avons pris nos vessies pour les lanternes du prolétariat, nos illusions pour une réalité en gestation et nos schémas précurseurs et apocryphes pour l'âme vivante du marxisme... Notre misérabilisme théorique a permis que se déchaîne un marxisme a-critique".

Voilà un bilan qui ne risque pas de faire jaillir autour de "Rupture" les étincelles d'un marxisme révolutionnaire vigoureux. L'échec du mouvement maoïste européen tout entier se réduit au simple constat local d'un "misérabilisme théorique". Cherche-t-on la solution dans un retour à la saine tradition des pères fondateurs (Marx, Engels) qui ont posé l'ensemble des bases de la théorie du socialisme scientifiques en opposition à tous les défenseurs et propagandistes de l'immense société bourgeoise triomphante? Se propose-t-on en prenant appui sur cette base, de comprendre la lutte titanique menée par Lénine contre la social-démocratie conciliante et chauvine qui trahit toute la tradition socialiste internationaliste, en jetant les prolétaires de chaque nation dans la mitraille impérialiste? Entend-on se mettre à l'école des bolchéviks et de Lénine pour apprendre dans la continuité avec les textes de Marx de 1850, les conditions de la révolution et les tâches des révolutionnaires communistes dans un pays au développement bourgeois arriéré?

Se mettra-t-on à l'étude de la formidable contre-révolution bourgeoise dès le milieu des années vingt qui broiera sans pitié le prolétariat parti à la conquête du ciel, qui se traduisit en Europe par les régimes fascistes et autoritaires et en Russie par le

Stalinisme? Entend-on tirer le bilan de cette tragédie historique qui en éliminant le prolétariat de la scène historique le soumit à la bourgeoisie pour 50 ans?

Envisage-t-on enfin de comprendre la nature des révolutions des peuples de couleur dans le second après-guerre, de la révolution chinoise en particulier, dont l'horizon ne pouvait être que bourgeois en l'absence du prolétariat?

En un mot "Rupture" entend-elle rompre avec l'idéologie maoïste, fille stalinienne, en ce qu'elle n'est qu'une apologie du développement national bourgeois, chinois ou russe?

N'ayons pas d'illusions! Le projet de "Rupture" n'est pas de répondre à ces questions. Il est purement "culturel": construire une pensée révolutionnaire. Selon "Rupture" ce qui manque au prolétariat (pardon au peuple) et à ses représentants, c'est de pouvoir penser. Grâce à ce nouveau périodique, la lumière ne saurait tarder, n'en doutons pas!!!

Nés de la double conjonction de la crise étudiante de la fin des années 60 découlant de l'instrumentation toujours plus évidente de l'Université au service du Capital et des formidables luttes des peuples coloniaux pour leur libération (Chine, Indochine, Algérie, Cuba et les colonies portugaises), les courants soixante-huitards se sont éteints de deux façons: soit par l'alignement, soit par la disparition. Le grand schisme sino-russe né de la nécessité de la Chine bourgeoise de se libérer du grand frère du Nord eut ses répercussions dans tous les partis nationaux-communistes et fit naître les premiers courants maoïstes. Mais celui-ci ne prit une certaine ampleur que vers la fin des années 60 grâce à la greffe étudiante.

La solidarité anti-impérialiste avec les peuples en lutte pour leur libération nationale que manifeste tous ces mouvements, en particulier avec les peuples indochinois contre l'impérialisme américain, ne pouvait s'exprimer que par le soutien aux bourgeoisies progressistes des nouvel-

COMMANDE POUR LA
PRESSE INTERNATIONALE
ED. PROGRAMME
12 RUE DU PONT
1003 LAUSANNE

● LA CRISE ...

suite de la page 1

mondial, l'industrie suisse doit, selon des déclarations faites à la 111ème assemblée du VORORT réunie à Lausanne le 18 sept. 81, "...rétablir la rentabilité des entreprises sans quoi l'appareil de production vieillira prématurément à l'image de ce qui s'est passé en Grande-Bretagne".

Voeux pieux, puisque les capitaux s'investissent là où la rentabilité est supérieure à la moyenne. Aucun pouvoir bourgeois ne pourra exister du capital privé qu'il investisse là où les espoirs de profit sont faibles. La prospérité des banques suisses provient bien plus des profits spéculatifs enivrés par les désordres monétaires que des investissements industriels. Il n'y a que les idéologues de l'ordre bourgeois pour s'imaginer que dans un monde en crise il suffise d'investir et renouveler les parcs de machines pour sortir de la crise. Les financiers eux sa-

vent que le monde est bloqué et cherchent les profits immédiatement rentables.

Reste donc pour le capital une seule et unique méthode pour surnager dans la crise. Demander aux prolétaires encore et toujours plus de sacrifices. Pas étonnant dans ces conditions que les patrons à l'assemblée du Vorort aient vigoureusement attaqués "Une politique sociale et "une intervention étatique trop "tâtillonne..." et aient revendiqué "un élargissement de sa (le patronat, ndr) liberté de manoeuvre amputée par une politique sociale et juridique excessive".

En clair, les patrons affirment : donner nous plus de liberté pour exploiter la main d'oeuvre salariée et nous vous garantissons à moyen terme une nouvelle prospérité. Dans l'immédiat ils refusent le "surenchérissement" dans la métallurgie pour cette année. C'est un test, qui leur permettra de voir la vigueur ou plutôt l'absence de vigueur du prolétariat en Suisse. Si cette

mesure passe sans trop de grogne, alors l'exploitation s'aggravera rapidement dans un avenir très proche et la perte des garanties deviendra le lot de tous les prolétaires.

Quelle est la réaction syndicale devant ces menaces patronales ? Les larmes de crocodiles bien sûr, doublées de la menace platonique d'organiser la lutte. Pour la FTMH, Gehlfi ose écrire en syndicaliste hautement responsable, que "il n'y a donc pas de raison de crier au loup ni de montrer d'hypothétiques cordes auxquelles nous allons nous pendre". On sait que pour les syndicats suisses et pour toute la gauche d'ailleurs (PSO, gauche socialiste-groupe d'Yverdon, POCH, PSA et autres forces de la nouvelle gauche) la crise n'a pas une existence en soi, mais une existence par la volonté patronale. On se demande comment ces pauvres capitalistes peuvent être aussi masochistes pour vouloir se saborder de la sorte. Les penseurs de "gôche" se gardent bien de nous éclairer !!!

Pour les communistes, qui enten-

dent préparer dès aujourd'hui les puissantes luttes de demain, l'analyse du cours de l'économie mondiale est une nécessité politique. La crise qui se poursuit et ne peut que s'aggraver ouvre un nouveau cycle de guerres et de révolutions. Le cycle tant attendu qui s'ouvre enfin après plus d'un demi-siècle d'absence du prolétariat de la scène historique est pour nous un espoir fabuleux.

Mais pour que cet espoir se concrétise, nous devons analyser aussi dans chaque aire et dans chaque pays les conditions locales du développement de la crise.

En Suisse, les premiers signes de la crise n'ont qu'à peine commencé à cliquer. Dans un délai assez bref, des effets de la crise (inflation, chômage, pour les uns, aggravation des conditions de travail pour les autres, pertes de garanties pour tous) se feront sentir durement dans ce pays douillet de la "Paix du travail" et des banques. Notre certitude est que sous l'aiguillon de la crise, le prolétariat en Suisse se remettra en mouvement et renouera avec la lutte de classe.

NOTES SYNDICALES ET LUTTES OUVRIERES

"SREL": SYNDICAT DE BOUTIQUIERS

Dès l'instant où la bourgeoisie a commencé à concentrer les forces de travail des prolétaires sous un même toit en divisant à volonté les tâches jusqu'alors effectuées par un seul homme hautement qualifié et à concentrer l'appareil productif pour diminuer les coûts de production, la petite bourgeoisie dépossédée par le grand capital et jetée sur le marché du travail comme prolétaire sans réserve, s'est révoltée contre la concentration capitaliste.

La lutte contre la prolétarianisation est le quotidien de cette classe sociale qui vante les vertus du travail "mieux fini", "personnalisé", "humanisé", etc., autant d'épithètes pour faire avaler au client potentiel un prix de marchandise plus élevé. Mais dans ce puissant rapport mercantile entre vendeur et acheteur, ce ne sont pas des considérations d'ordre psychologiques et humaines qui déterminent les conditions du marché mais bien celles, objectives, de l'offre et la demande. Une même marchandise ne peut être mise sur le marché à deux prix différents sans que s'opère, pour une demande déterminée, une sélection de la demande en faveur des marchandises offertes au prix le plus bas.

Mais ces évidences ne sont pas faciles à admettre pour les petits-bourgeois, surtout si la concentration qui fait baisser les prix (en augmentant la productivité du travail) s'applique à la distribution des marchandises dites "culturelles". C'est ce qui se produit aujourd'hui avec la concentration des librairies qui étrangle le petit libraire pous-sièreux, mais ravi de sa poussière. Que le bouquiniste défende ses tréaux contre la toute puissance des grandes surfaces pour lutter contre sa prolétarianisation est le premier réflexe de sa classe sociale en voie de disparition. Cette lutte ne concerne pas les prolétaires dont la classe est née de la concentration du capital.

Ce qui est grave et qui constitue une trahison de classe, c'est d'entendre le syndicat des employés du livre prendre la défense des petits boutiquiers contre Forum 2000, vaste concentration du livre projeté à Genève et née de l'association de Coop Suisse, de la Financière de presse et de Lousonna SA. En effet la SREL (syndicat des employés du livre) fait campagne, notamment dans son bulletin no 8, contre Forum 2000 et pour la défense des petits libraires. Ses arguments sont les suivants:

- 1. Forum 2000, en pratiquant des prix discount, va "irremédiablement déséquilibrer le marché du livre". Il aura comme conséquence - ô malheur! - de "favoriser de profondes dissensions au sein du cartel romand". Tout ce que l'on sait faire au SREL, c'est donc s'inquiéter du manque futur de cohésion dans l'organisation patronale!
- 2. L'assemblée patronale des libraires qui a avalisé le projet Forum 2000 a raté sa véritable mission qui aurait dû être "l'occasion unique d'élaborer une véritable politique culturelle du li-

vre pour les années à venir. Politique permettant aux professionnels de définir les rapports qu'ils entretiennent avec le public afin de les améliorer..."

En deux mots, le SREL propose aux travailleurs de payer plus cher mais avec en prime le sourire commercial du petit libraire indépendant, plutôt que de payer moins cher en grande surface et de se farcir en plus la sale gueule du vendeur qui en a ras le bol de travailler 50h. pour un salaire de misère!

Dans toute la diatribe du SREL sur Forum 2000 (lancée aussi par toutes les librairies marginales, cela va de soi), nulle place pour la question de la défense des travailleurs. Et pour cause! Si l'on examine la concentration capitaliste sous l'angle des intérêts prolétaires on s'aperçoit qu'elle est une des conditions de la lutte de classe. La lutte de classe, sur le terrain économique comme politique, trouve sa force dans la réunion sur le même lieu de travail d'un grand nombre de prolétaires. S'il est facile, dans des conditions de lutte sociale, d'organiser des milliers de prolétaires travaillant dans la même enceinte, il est plus difficile d'organiser quelques dizaines de prolétaires éparpillés sur tout le territoire. (1).

Dans la grande surface de vente, telle la FNAC en France, les rapports de classe entre employés et patrons sont clairement définis. Dans les petites librairies les employés, lorsqu'il y en a, baignent dans l'ambiance paternaliste propre à la petite boutique, ambiance impropre à la lutte classiste.

Du point de vue de l'organisation de la lutte prolétarienne, la concentration capitaliste est un immense progrès, mais du point de vue des petits-bourgeois du SREL, cette concentration est un immense malheur: elle sanctionne une fois de plus la prolétarianisation des classes moyennes. C'est dur d'être prolétaire pour ceux qui rêvent de marginalité et qui voudraient rendre caduque la lutte de classe par la généralisation, à rebours de l'histoire, de la petite boutique et de l'artisanat.

(1) La grève de Naville Genève en 1978 en est un exemple. La solidarité qui s'est manifestée à Delémont et à Lausanne est le fruit de l'identité des conditions de travail dans lesquelles se trouvent tous les travailleurs de la distribution en Suisse romande.

CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES FRONT PROLETARIEN !

Dans la lutte générale que préparent les patrons pour baisser le niveau de vie des salariés, l'Etat n'est de loin pas le moins bon supporter. "Je mets en garde contre la tentation d'accorder partout la pleine compensation du renchérissement et compte non tenu des réalités" déclarait Honneger dans un interview publié par Blick. A l'assemblée du Vorort de Lausanne le même conseiller fédéral constatait que "le principe du plein ajustement des salaires à la montée de l'indice n'est pas "une vache sacrée".

Lorsqu'on sait dans quelles difficultés l'Etat se débat pour que le déficit du budget 82 soit aussi faible que possible (1,1 milliard pour 82) les déclarations du CF Honneger prennent toute leur saveur. Une augmentation trop importante des salaires des fonctionnaires fédéraux ficherait tout le bel édifice par terre.

Mais il y a plus. Depuis 9 ans les fonctionnaires fédéraux (en particulier les cheminots et les postiers) n'ont pas vu leurs salaires augmenter en dehors du petit réajustement du début d'année. Certaines années même, la compensation du renchérissement n'a pas été accordée intégralement. Pas étonnant dans ces conditions que la compensation soit remise en cause cette année et que l'Etat appuie la volonté du patronat d'attaquer les salaires. Si hier encore, les fonctionnaires fédéraux dont les salaires sont particulièrement bas, pouvaient partir dans le secteur privé chercher une place

de travail plus "lucrative", la crise qui se développe a tendance à supprimer et supprimera totalement demain ce flux. C'est bien cette nouvelle tendance qui avait poussé timidement les travailleurs de la fonction publique fédérale à se mobiliser à la fin de l'an dernier et au début de cette année. C'est de cette modeste mobilisation encadrée par les chiens de garde de l'Union fédérative du personnel fédéral qu'après 9 ans d'attente l'Etat accorda une augmentation de salaire globale ridiculement basse (la moitié de ce que demandait les travailleurs, revendication déjà fort modeste) non seulement pour apaiser le mouvement encore très faible mais pour résoudre à moindre frais le problème des effectifs.

Le Conseil fédéral entend faire payer les frais de la crise à ses travailleurs comme les patrons aux leurs. Rien ne démontre mieux la convergence des intérêts bourgeois entre l'Etat et les patrons d'une part et celle de tous les salariés du secteur public et privé d'autre part. L'Etat a toujours voulu acheter les prolétaires qui travailleraient pour lui en leur accordant des privilèges particuliers comme la garantie de l'emploi. Aujourd'hui sous l'effet de la crise, les conditions de travail du secteur public et privé convergent vers l'instabilité pour tous. La réponse des travailleurs ne peut être que la lutte commune contre l'Etat et les patrons pour des objectifs communs. Renforçons notre front contre le front uni de l'Etat et des patrons.

LISEZ ET DIFFUSEZ !
"LE PROLETAIRE"
"PROGRAMME COMMUNISTE"

programme communiste
Sommaire du N° 86 :
* Mitterand Président.....
* La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial.....
* Les bases du militantisme communiste.....
* Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste.....
* Les "trotskystes" contre Trotsky.

VIENT DE PARAITRE
UNE BROCHURE
EN LANGUE POLONAISE
W Polsce tek samo
walka klasowy
robotniczej

LEST ! ABONNIERT !
PROLETARIER
Zweimonatszeitung
Jahresabonnement. 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

Ed. responsable :
Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012

● FONCTION PUBLIQUE ...

suite de la pare 1

les catégories, avancer une revendication spécifique (effectif des classes) pour se lier à un mouvement réclamant des conditions déjà acquises pour eux ! Il est d'ailleurs significatif que c'est à l'hôpital que se manifesta le plus d'intérêt pour ce mouvement.

Absence totale de tradition de lutte, conditions de vie encore confortables malgré les points noirs à l'horizon, telles sont les facteurs objectifs déterminant l'absence de combativité réelle des travailleurs de la FP et FSP. Nous parlons de combativité réelle, car les signatures de pétition ne sont pas l'expression d'une combativité mais celui d'une apathie. Là où il y a une lutte de classe il n'y a jamais pétition !

Ce manque de combativité des travailleurs s'est clairement révélé dès les premières assemblées générales. L'AG du 3 mars 1981, qui connut une affluence record avec 1500 personnes, a été l'expression de l'inquiétude des travailleurs, mais a démontré que la plus grande confusion régnait dans leurs

rangs, et qu'en aucun cas ils étaient prêts à se battre avec leurs armes de classe.

Dans cette situation de rapport de force défavorable, la direction à donner à un mouvement revendicatif ne peut pas être de le mener immédiatement à la lutte de classe, mais doit être de préparer le terrain à la lutte de classe.

Préparer le terrain cela signifie sur le plan de la propagande d'affirmer sans relâche que seule la grève sans préavis ni limitation préalable de durée est l'arme qui fera plier les patrons, que les travailleurs n'ont rien à attendre des négociations et des pétitions et que leur résistance face aux patrons et à l'Etat dépend de leur capacité à s'organiser centralement sur ces objectifs de la lutte de classe et de la solidarité de leur unité à la base. Sur le plan de l'action immédiate cela signifie regrouper dans les boîtes les travailleurs convaincus de la nécessité de la lutte directe et tisser les liens entre ces groupes pour une direction unique des travailleurs. C'est un travail plus opiniâtre et plus difficile que de passer son temps à récolter des signatures pour sensibiliser l'opinion publique, mais c'est la seule manière aujourd'hui de contribuer à construire le mouvement de classe.

● LE SABOTAGE SYNDICAL

La direction donnée au mouvement par les directions syndicales a été typique de ce que peuvent offrir les bonzes de la gauche syndicale : beaucoup de phraséologie pour gonfler le mouvement réel et méthodes illusoire et ultra-démocratiques de "lutte".

Nous communistes nous mesurons le rapport de force entre les classes non pas sur des critères illusoire (nombre de signatures...) mais sur une analyse objective de la combativité ouvrière se mesurant par son indiscipline générale vis-à-vis des ordres patronaux, par le degré d'organisation de la classe et donc par la présence de noyaux prolétariens organisés ayant une forte influence sur leurs camarades de travail, par la tradition de lutte, etc... Mais les pompiers sociaux ont une autre méthode qu'ils voudraient plus efficace parce que plus directement quantifiable : celle de la pétition ! C'est ainsi que sur la base des 7.500 signatures récoltées au printemps dernier ils ont pu à grands cris déclarer la victoire à portée de main. Cette attitude triomphaliste devant

la sacro-sainte colonne de signatures est le propre des démocrates convaincus de la force de l'opinion publique.

En réalité ce qui ressort de cette pétition c'est qu'en apposant un à un leur signature les travailleurs ne ressentent pas la nécessité de l'action collective, mais espèrent en s'économisant toute action directe que le seul "poids" de leur opinion suffira à faire tomber la monnaie dans leur escarcelle. La seule perspective donnée aux actions lancées par les directions syndicales (pétitions, manifs, AG, débrayage) a été celle des négociations. Toute l'activité a donc été orientée de manière à faire des négociations le pivot du mouvement revendicatif. (2)

● LE DEBRAYAGE DU 13 MAI

Les directions syndicales, "fortes" de leurs 7.500 signatures, se sont crues suffisamment armées pour faire appuyer leurs négociations par un débrayage. Ce débrayage par ses objectifs et sa préparation, n'a pas été une arme pour renforcer l'action des travailleurs mais a contribué à leur dévalorisation.

Tout d'abord le débrayage a été assorti d'un préavis, ce qui eu pour conséquence de permettre aux patrons et à l'Etat d'intimider à l'avance les travailleurs pour saboter l'action.

Deuxièmement en lançant le débrayage comme "moyen de lutte" en soi, les directions syndicales ont illusionnés les travailleurs sur la force réelle de leur action. En effet un débrayage, comme nous le disions dans notre tract du 11 mai, "n'effraie pas l'Etat, il est le signe que les travailleurs sont à la limite supérieure de leur capacité de lutte. Il ne suffit pas pour imposer un rapport de force. Dans la perspective de la lutte sur le terrain de classe le débrayage n'est qu'un moyen d'organiser la lutte en rassemblant les prolétaires sur leurs lieux de travail pour définir les tâches pratiques et organisatives". Dans cette perspective, les forces numériques mobilisées lors du débrayage ne sont plus le seul facteur déterminant le succès ou l'échec : ce qui est primordial c'est que du débrayage les travailleurs sortent renforcés sur le plan de l'organisation et stimulés dans leur volonté de lutte pour la préparation de l'action directe.

Or, qu'ont fait les directions syndicales de ce débrayage : rien d'autre que des assemblées d'information sur le déroulement des négociations, point de mire de la "lutte" !!!

Et enfin, après le débrayage, à l'heure des comptes, les directions syndicales n'ont fait que crier "victoire", proclamer le grand succès du

débrayage, jeter des fleurs sur leur action, etc. etc... Une telle attitude de triomphalisme démesuré, refusant de faire un bilan objectif de l'action, ne pouvait qu'être exploité par l'Etat et les patrons. En effet ces derniers ont pu juger, par la faible participation au débrayage (environ 3.000 participants sur les 26.000 travailleurs concernés) et son absence d'objectifs de classe, qu'ils pouvaient assurément faire la preuve qu'ils ont toujours, et plus que jamais, le rapport de force en leur faveur. C'est ainsi qu'au lendemain du débrayage ils annonçaient la rupture des négociations !

En rompant les négociations, les patrons savaient qu'ils en renforçaient encore plus l'importance aux yeux des travailleurs par l'intermédiaire des syndicats qui n'eurent comme réaction que de crier au scandale et à leur reprise immédiate !

Pour tout mouvement prolétarien la rupture des négociations par le patron n'est jamais un drame. Au contraire elle doit renforcer son unité dans la lutte. De telles ruptures sont utilisées par les patrons pour dévaloriser les travailleurs en diluant le mouvement dans le temps. A de telles réactions patronales les travailleurs doivent démontrer par un renforcement de leur lutte qu'ils n'attendent rien des négociations ni de leurs reprises.

Or c'est exactement le contraire que firent les directions syndicales !

● LA DEBANDADE A LA RENTREE

Complètement aveuglés par leur triomphalisme, les directions syndicales lançaient pour le 25 septembre la menace d'un nouveau débrayage que l'AG du 22 septembre devait confirmer ou infirmer selon le résultat des dernières négociations reprises le 18 septembre. L'AG du 22 fut révélatrice du peu de consistance du mouvement et des résultats du sabotage des directions syndicales.

En effet, lors des négociations du 18 septembre, le Conseil d'Etat faisait une série de propositions accordant quelques miettes sur les revendications du mouvement (3). La proposition de l'Etat est un cadeau empoisonné distribué aux travailleurs. Pour briser un mouvement même velléitaire, rien de plus facile que d'accorder quelques semblants d'avantages aux travailleurs. L'effet sur les prolétaires hésitants et peu résolus se fait rapidement sentir. Ils prétextent que mieux vaut "un peu que rien" pour abandonner la lutte. L'Etat joue d'autant mieux cette carte de la division qu'il rend conditionnel l'accord sur les 16 semaines de congé maternité, de l'acceptation de toute ses propositions.

Mais les promesses patronales s'accompagnent aussi du refus de payer les heures de débrayage et d'une réglementation limitant l'exercice du droit de grève ! En tendant la carotte l'Etat a aussi ramassé son gourdin ! Les directions syndicales - réalisant sans doute dans quel cul-de-sac elles venaient de s'enfermer - saisirent à pleines mains la perche ainsi tendue pour sauver leur face vis-à-vis des travailleurs, quitte à brader

● EN CONCLUSION

Ce qui est grave ce n'est pas le fait qu'un mouvement revendicatif de ce type échoue sur ses revendications devant le mur patronal, c'est qu'après une année de tergiversations il ne reste rien sur le plan de l'organisation et de l'unité !

Faire aboutir les revendications aurait nécessité un vaste mouvement usant des armes du combat de classe, solidement encadré sur ce terrain par une direction unique. Ce qui est important dans chaque mouvement de la classe, c'est que les prolétaires en sortent renforcés sur le plan de leur combativité, de leur unité et de leur organisation, même si ce renforcement ne concerne dans un premier temps qu'une avant-garde. C'est de cette avant-garde que dépend le succès des futurs mouvements de la classe.

Aujourd'hui le mouvement de la FP et FSP de cadavre qu'il était est passé définitivement à l'état de fantôme. Cela ne signifie pas que les travailleurs d'avant-garde doivent abandonner toute activité de défense immédiate des conditions de travail, mais que leur lutte ne peut définitivement plus avoir comme cadre le "mouvement unitaire de la FP et FSP".

En l'absence d'un rapport de forces réel, rappelons pour conclure que le devoir des travailleurs d'avant-garde est de militer pour préparer le terrain de classe. Cela signifie dans les faits :

- 1) défendre la nécessité de la grève sans préavis ni limitation préalable de durée,

(2) Dans son bulletin d'information no 46 (mars 81) la CRT, décrit très bien ce fait que les négociations sont bien l'objectif donné à toute action. Accusant en effet l'Etat de faire durer en longueur les négociations, la CRT donne le ton : "C'est pour-
quid le Mouvement revendicatif de la Fonction publique doit, plus que jamais, être ferme sur ses positions, organiser une mobilisation plus large encore de manière à exercer une véritable pression pour faire avancer les négociations". (C'est nous qui soulignons).

(3) Les propositions "positives" de l'Etat concernent :
a) l'acceptation d'1/2 heure de réduction des heures de travail en 83, 1/2 en 84 et un calendrier de négociation à mettre en place en 84 pour la 2ème heure.
b) 1 semaine de vacances en plus pour certains (20 ans de service) 50 ans et 5 ans de service, avec promesses de négociation en 84 pour la généralisation de la 5ème semaine.
c) accord sur les 16 semaines de congé maternité.

définitivement les revendications unitaires des 40 h. et de la cinquième semaine de vacances.

Mais cette première capitulation était assortie d'une deuxième : désormais les négociations se feraient secteur par secteur ! C'est à ce genre de pierre de touche que l'on reconstruit la superficialité verbale des directions syndicales. Elles qui ont tant vanter leur "unité", acceptent sans sourciller la division du mouvement revendicatif !

Face à ces capitulations, aucune réaction ne fut enregistrée à l'AG, montrant par là ce qu'était la fameuse "combativité" des travailleurs de la FP et SP.

Pour se justifier d'une telle attitude, les directions syndicales avancent l'argument suivant : l'Etat et les patrons sont prêts à négocier et à accepter quelque chose (les miettes dirons-nous !). Il serait donc faux de refuser cette "ouverture" quelque soit les conditions patronales sous peine de risquer un nouveau refus de négocier. Le débrayage prévu est donc abandonné car il constituerait une "provocation" mettant en cause la bonne marche des négociations ! Ni plus, ni moins !

- 2) combattre toutes les illusions d'obtenir quelques choses par la pression des moyens démocratiques (style pétition) et par la voie des négociations,
- 3) regrouper les travailleurs les plus radicaux en comité pour organiser la lutte.

- 4) Tisser les liens horizontaux entre les différentes boîtes et secteurs pour construire l'unité du mouvement.

- 5) défendre ces principes dans et hors des syndicats.

Intervention du Parti :

Depuis le mois de janvier 1981, notre parti est intervenu systématiquement aux AG en distribuant des tracts. 6 tracts ont ainsi été diffusés, retraçant le même fil conducteur et analysant les différents épisodes du mouvement. Ces tracts sont à disposition de tout lecteur désirant connaître nos positions dans ce mouvement avec plus de détails (commande aux éd. programme, 12 rue du Pont, Lausanne).

D'autre part le parti a organisé à Genève le 11 juin 1981 une réunion-débat sur ce thème.

FCTA :

Il est une chose bien connue des bonzes syndicaux helvétiques : lorsque s'amoncellent à l'horizon les nuages sombres de la crise capitaliste, il devient urgent de faire réentendre à titre préventif la bonne parole aux ouvriers, celle de la sacro-sainte paix du travail.

Au cours du 22ème congrès de la FCTA (fédération suisse des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation) en septembre, Peter W. Küng, président central, s'est permis de rappeler au patronat qu'il ne devait pas se faire des illusions sur le respect de la paix sociale absolue par les travailleurs : "...

les travailleurs sont vite prêts à la grève quand une situation donnée en fait apparaître la nécessité...". déclara-t-il notamment pour alerter les patrons des difficultés que les syndicats rencontreront pour briser toute velléité des prolétaires de se battre sur le terrain de classe.

Il n'est pas impossible, malgré nos efforts, dit en substance Küng, que les travailleurs soient amenés à se mettre en grève pour défendre leurs conditions de vie.

Maçonnerie, les patrons mènent le bal

Le 13 juin à Berne, la conférence nationale de la maçonnerie a décidé à l'unanimité de résilier la Convention nationale du bâtiment et du génie civil pour la fin de l'année. Aux dires de la FOBB, cette convention règle les conditions de travail de 160 000 travailleurs de la maçonnerie. En réalité, cette convention ne règle quasi rien puisque l'horaire hebdomadaire de travail est de 48 heures et que le salaire minimum est indéfini puisque se sont les conventions cantonales qui le régulent. Se passer d'un tel torchon est en fait un bien petit risque, même si la résiliation de la convention nationale cadre rend caduques les conventions cantonales. N'oublions pas qu'en matière de salaire, c'est le "salaire moyen par entreprise" qui est conventionné. Une belle crapulerie qui permet aux patrons de sous payer sans risque les manoeuvres, en général saisonniers immigrés, tout en achetant avec de meilleures salaires (tout relatifs d'ailleurs si on les compare à ceux de la métallurgie) les travailleurs professionnels, suisses ou établis, la moyenne par entreprise n'étant vérifiée par personne. Quand à l'horaire de travail, les conventions cantonales autorisent la semaine de 50 heures l'été si elle est équilibrée par une semaine de 40 heures l'hiver, alors que la production est essentiellement saisonnière l'été.

Sur les deux points importants que sont l'horaire de travail et les salaires, les conventions ne protègent en rien les prolétaires contre la gourmandise des patrons.

En dénonçant cette infâme construction conventionnelle, la nationale ne régleme vraiment de façon précise que la clause de la "Paix du Travail" la FOBB se gargarise tout simplement de phrases. Pour les travailleurs cela ne changera rien à leurs conditions d'exploitation.

Pourquoi donc la FOBB a-t-elle dénoncé ce qu'elle considère comme l'horizon indépassable de l'action syndicale : la convention ?

Bien qu'étant quasi exclusivement un secteur centré sur le marché national, la construction reçoit nécessairement, avec un certain retard, les contre-coups du reflux de la conjoncture internationale. De 73 à 77, le volume de la construction a baissé pratiquement de 35%. La conséquence immédiate a été la diminution draconienne de la main d'oeuvre immigrée, par les mesures de contingentement mises en place par l'Etat. La très légère reprise qui s'est fait jour depuis ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des effectifs. Pour survivre dans ce marché sans développement, les entreprises sont amenées à se battre toujours plus durement en une concurrence acharnée aux moments décisifs de l'adjudication. Pour les travailleurs cela se traduit par une exploitation accrue, puisque la baisse des coûts ne peut se faire

que par l'intensification du travail. Les bas salaires, les heures supplémentaires exigées, le non paiement des primes conventionnées, les conditions médiévales de logement dans les baraquements, tels les aspects que prend la crise pour les travailleurs.

On comprend dès lors pourquoi, règne sur les chantiers une certaine tension. Si elle ne va pas au-delà de la grogne c'est que :

- pour l'ensemble des saisonniers immigrés, le fait d'être payés en francs suisses suffit à compenser par le jeu des taux de change l'inflation des pays d'émigration.
- pour l'aristocratie des chantiers, la défense de ses minables privilèges passe par le refus de la solidarité avec les couches les plus exploitées.

Ce qui règne sur les chantiers, c'est l'absence d'une quelconque organisation des prolétaires. La FOBB qui se gargarise de la convention, ne représente en fait que la couche aristocratique mais ne représente strictement rien pour l'immense majorité des travailleurs les plus exploités.

Depuis quelques années, et cela n'est pas typiquement syndical, une "gauche" tente de faire sortir le syndicat du ronron dans lequel il s'est levé depuis plus de trente ans. Ces objectifs sont de redonner au syndicat une certaine crédibilité notamment auprès des couches les plus exploitées en avançant des revendications qui ont un caractère plus général. Mais tout cela sans jamais aborder la question de fond qui est celle des moyens.

Loin de nous l'idée de critiquer les revendications qui ont préluées à la dénonciation de la convention. Elles sont toutes générales et donc unitaires. Cependant l'augmentation réelle des salaires et "la réduction de la durée du travail" demanderaient à être chiffrées pour devenir des mots d'ordre réels. Leur flou actuel est le plus sûr moyen de ne pas effaroucher les patrons et de leurs laisser la possibilité de faire des propositions qui sont en-deça des conditions réelles. Par exemple, passer de la semaine de 48 à 47 heures et articuler un salaire moyen si bas qu'il n'est pratiquement nul part. L'astuce des bureaucrates pour gérer les contradictions sociales est insondable. Le mouvement prolétarien devra bien se décider un jour à leur passer sur le ventre.

Le problème n'est pas de pleurer sur la méchanceté des patrons. Le pompier syndical et son compère de gauche (d'Yverdon ou d'ailleurs...FSO) n'a qu'un but : sauver le syndicat garant de sa propre existence de misérable parasite. La dénonciation de la convention remplit les pages de la feuille syndicale que personne ne lit. Du vent, tout cela est du vent pour éviter de poser le vrai problème : L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS.

rappel des bons principes !

Pour éviter de tels risques, le patronat doit prendre conscience qu'il devra lâcher quelques miettes. La paix sociale se paye, peu certes, mais un peu tout de même ! Faites nous donc, poursuit Küng, de bonnes conventions collectives, et nous vous donnons garantie de la paix sociale.

Mais la FCTA ne peut pas seulement apparaître aux travailleurs comme le pilier de la paix du travail, encore faut-il pour étouffer les foyers éparés faire preuve d'un peu plus de finesse dans la tactique des pompiers sociaux.

Pour ne pas être mis sur la touche par les travailleurs en lutte dans une telle situation, la FCTA est obligée de souligner que : "La grève n'a rien perdu de sa raison d'être. Elle reste l'ul-

"time moyen de lutte des syndicats lorsque toutes les négociations ont été inutiles."

Le refrain est connu : épuiser les voies conventionnelles, tribunaux, prud'hommes, négociations, etc... et alors, et alors seulement, préparons-nous à la grève !

L'attitude de la FCTA n'est pas nouvelle, elle est traditionnelle dans les rangs de l'USS : défendré avec ardeur les tenants de la paix du travail mais laisser un petit coin de porte ouvert sur la grève pour ne pas se couper des luttes naissant en dehors du giron syndical. S'introduire dans les luttes de classe spontanées pour les ramener sur le terrain inoffensif des négociations, voilà la nécessité tactique qui fait parler de grève nos bonzes syndicaux!!!

VALAIS : UNE CONVENTION BIDON !

S'il fallait des preuves que les conventions collectives ne sont pas une garantie minimum pour les travailleurs en l'absence de tout rapport de forces pour les faire respecter, il suffirait de connaître les résultats d'une enquête des syndicats chrétiens (mais ont-ils besoin de faire une enquête pour savoir si une convention est respectée ?) dans le secteur du commerce de détail du Valais.

1ère preuve: devant l'absence totale de force du mouvement syndical, les patrons du commerce ont estimé pouvoir se passer du carcan tout relatif d'une convention et l'ont dénoncé depuis le 7 février 1981.

2ème preuve: la vélocité réplique syndicale a été d'adresser une plainte (larmes de crocodile) le 3 avril (près d'un mois après la dénonciation !) à l'office cantonal de conciliation. Depuis celui-ci n'a pas donné signe de vie.

3ème preuve: n'ayant plus de convention (donc plus d'existence réelle) puisque la convention c'est le nec plus ultra de la lutte syndicale) les syndicats mènent l'enquête. Leur connaissance du milieu prolétarien est tel qu'ils doivent le sonder pour le connaître !!!

4ème preuve: les résultats de l'enquête (tiré de 24 Heures, 7 oct 81):-

" 2 vendeuses, diplômées de lère, sur trois ne gagnent pas le salaire mensuel de 1260 francs (peut-on encore parler d'un salaire ?) prévu dans la défunte convention. 9 sur 10 ne touchent même pas le minimum prévu dans l'ex-convention.

Et l'on pourrait continuer la liste sur les discriminations salariales entre hommes et femmes, diplômés et non diplômés, jeunes et vieux, etc.

Sur la base de cette enquête, les syndicats, dossiers sous le bras, se préparent à relancer la procédure (laquelle !!!) devant le muet office cantonal de conciliation.

La Paix du Travail, c'est la paix des patrons, et tous les organes de recours ne sont là que pour empêcher les prolétaires de renouer avec la lutte active. En l'absence d'une organisation formée dans la lutte, les conventions ne servent à rien. Les conventions signées avec le patronat ne peuvent être qu'une mise en forme des revendications imposées par la lutte active. Ce n'est pas la justice de l'Etat qui garantit le respect des conventions mais la force du mouvement prolétarien.

Voilà ce que nous apprennent les chiffres accablants de l'enquête valaisanne !

Il n'y a pas d'autre méthode que celle qui consiste à utiliser la lutte active. Nous affirmons haut et clair que les négociations tant vantées par la FOBB n'aboutiront à rien car les patrons ont la force ouvrière de refuser tout ou presque. Une habile concession sans importance de leur part sur les vacances ou la participation des cadres et des apprentis à la convention permettrait à leurs "dignes partenaires sociaux" de clamer victoire et de renforcer ainsi l'idée qu'ils sont l'indispensable médiateur pour faire avancer... la politique conventionnelle. Par deux fois déjà la FOBB a menacé de rompre la convention en se rattrapant au dernier moment pour éviter... cette aventure !!! Cette fois-ci elle a rompu, mais nous connaissons déjà la suite du scénario : Négociations à outrance - mobilisation éventuelle des travailleurs comme appui aux négociateurs syndicaux (il est question d'une manif. à Berne) - victoire avant Noël sur des points sans importance.

La force de la classe ouvrière c'est son nombre ! Oui, mais à condition que ce nombre soit une armée organisée, non un troupeau désorganisé ! La FOBB n'entend pas organiser les travailleurs pour la lutte, mais se substituer à eux dans des négociations sans fin. Sous l'aiguillon de la crise, la clas-

se ouvrière sortira de sa léthargie et devra nécessairement repousser tous ceux qui l'empêcheront de s'organiser en classe pour la défense de ses intérêts propres.

Aider pour que renaissent des noyaux de prolétaires combattifs sur la base de revendications unificatrices, et pour que se tissent des liens entre eux, tel est le travail que nous proposons à tous les prolétaires d'avant-garde qui veulent consacrer des forces à la préparation des luttes qui ne pourront manquer d'éclater bientôt sur le terrain miné de la crise mondiale du capitalisme.

DERNIERE HEURE

Qu'on ne se laisse pas tromper par l'ouverture faite par les patrons sur les revendications de la FOBB. Elle n'est pas le résultat d'un "rapport de force" imposé par les négociations. Elle est le prix normal qu'acceptent de payer les patrons pour conserver le calme sur les chantiers et maintenir l'illusion de l'efficacité du jeu des négociations. Ce que cèdent les patrons c'est de la misère, mais cette misère ils trouveront le moyen de la récupérer en augmentant l'exploitation des ouvriers.

HORLOGERIE

Baumgartner Fres SA demande et obtient un sursis concordataire de 4 mois. La débâcle de cette entreprise d'ébauches horlogères concerne 800 travailleurs. Dans l'immédiat le chômage partiel est de rigueur de 40 à 60%.

Le 31 octobre 81, 35 licenciements à la "Coopérative de production horlogère et de miniaturisation" de Flavien prennent effet.

Depuis la mi-octobre, les 750 travailleurs de Bulova à Bienne sont au chômage partiel à 40%.

Les 89 travailleurs du secteur ébauches d'Oméga (SSIH) chômeront de 10 à 40%.

Depuis le 18 septembre, l'entreprise de boîtes de montres Werthmüller SA est en sursis concordataire pour 4 mois, la société avait un découvert financier de 650 000 francs et les salaires d'août n'avaient pas été versés.

Que dit la FTMH et que fait-elle pour défendre la survie des travailleurs touchés par la crise horlogère ? Dans le sauvetage de Baumgartner par exemple, et c'est là son effort maximum, elle envoie son président en personne Fritz Reinemann encadrés par les deux chefs des départements de l'économie publique des cantons de Berne et Soleure flanqués des autorités communales de Granges négocier avec le Conseil Fé-

déral.

Dans le sauvetage de la SSIH, on entend la FTMH se féliciter de l'intervention des banques qui mettent 300 millions pour tenter de faire surnager le groupe. Mais elle n'entend rien faire pour assurer aux prolétaires des salaires décents. Au contraire, c'est très cyniquement qu'elle constate que le salaire horloger est en moyenne de 2,30 francs (15%) plus faible que le salaire moyen dans la métallurgie. Monsieur Kappler, "économiste conseil" de la centrale va jusqu'à chiffrer, dans un article de la "Lutte syndicale", la contribution des travailleurs au sauvetage de la SSIH : 200-250 millions depuis 75. Quelle est la conclusion de ce brillant représentant du syndicalisme officiel ? Aux banques qui prêtent 300 millions on ouvre les portes du Conseil d'administration, mais pas aux travailleurs qui ont contribué pour 250 millions.

Discuter avec le Conseil Fédéral, les juges, les banques, pleurer sur le fait que les patrons ne les prennent pas au sérieux, voilà l'activité des pompiers chefs du syndicalisme helvétique. Il est plus que temps de rallumer l'incendie de la lutte prolétarienne, seule garantie d'obtenir quelque chose, en liquidant la politique des pompiers qui est un leurre.

Enternasyonalist
Proleter

Enternasyonal Komünist Partisi



"L'ETINCELLE": un juste travail d'organisation

Si hier encore la jeunesse prolétarienne pouvait avoir l'illusion de la garantie de l'emploi, de la prospérité croissante et de la promotion basée sur les diplômes, aujourd'hui, la guerre commerciale toujours plus aiguë, rendue possible grâce à l'exploitation accrue des prolétaires est en train de la balayer.

En brisant l'humanisme social de la période d'expansion, le capitalisme en crise recrée du même coup les conditions de la reprise des luttes de classe.

Partout, et c'est là une constante de l'histoire, l'avant-garde du mouvement social est largement constituée de jeunes, car entrant tout juste dans la vie productive, ils sont encore libres des contraintes sociales matérielles qui pèsent sur les travailleurs plus âgés. Il n'y a donc aucun étonnement à constater que dans l'Europe en crise les quelques grands mouvements sociaux qui l'ont secoué étaient constitués essentiellement de jeunes prolétaires révoltés.

Le mouvement de la jeunesse zurichoise, la lutte des squatters berlinois, l'explosion de colère des jeunes chômeurs des banlieues anglaises, la rage incendiaire des jeunes lyonnais contre les symboles de la consommation bourgeoise, des manifestations de haine d'une jeunesse laborieuse condamnée par cette société soit à travailler en acceptant de bestiales conditions d'exploitation pour un salaire dérisoire, soit à chômer dans la misère. Avec des formes qui diffèrent, ces mouvements sont l'expression d'un refus. Si

en Angleterre, le mouvement des banlieues avait un caractère nettement prolétarien, en Suisse, le mouvement zurichois était plus ambigu dans ces objectifs.

Dans le No 22 (oct 80) du supplément suisse au prolétaire, nous avons montré que bien qu'il ait mobilisé d'important contingent de la jeunesse laborieuse on ne pouvait le considérer comme prolétarien, car la revendication d'un centre autonome n'était pas liée à un réel besoin de résistance à l'exploitation et l'oppression capitaliste.

L'absence de toute lutte ouvrière d'envergure, l'absence de tout mouvement de classe, l'intégration des partis et syndicats ouvriers dans la gestion sociale bourgeoise, l'apathie générale des prolétaires après 40 ans de "Paix du Travail" anesthésiante, étaient évidemment les causes qui donnèrent à ce puissant mouvement de colère un caractère nettement petit-bourgeois dans son orientation.

Nous concluons l'article sur Zürich en appelant de nos vœux, l'émergence de groupes même petits, de jeunes prolétaires qui tirant les leçons de Zürich fassent leur la formule de Lénine que : "Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels bien compris de classe déterminée".

Le premier Mai 1981, un "groupe de lutte apprentis et jeunes prolétaires" diffusait le No 1 d'une feuille de bataille : "L'Étincelle". Le groupe se donne pour objectifs (extraits de "L'Étincelle") :

- de créer des liens entre les apprentis dans l'état d'isolement actuel,
 - de regrouper les quelques éléments qui veulent se battre,
 - de montrer la nécessité de la lutte,
 - de faire une propagande intensive pour les revendications suivantes :
 - a) un salaire décent
 - b) la diminution du temps de travail,
 - c) le respect des normes de sécurité".
- "Nous voulons que ce journal soit un moyen de communication solide, qu'il éveille en nous la nécessité de se battre pour un véritable changement des conditions actuelles, et qu'il soit une arme d'agitation."
- "Nous entendons organiser la riposte sur le terrain de la lutte directe et donnons ouvertement un caractère prolétarien à notre activité, la liant avec la lutte générale du prolétariat."

Travailler à tisser les liens entre prolétaires qui ont la volonté de se battre sur la base de revendications communes pour que demain existe un réseau organisationnel permettant aux luttes de prendre un caractère aussi étendu que possible, tel semble être le but de ce groupe et nous ne pouvons que l'en féliciter. Le travail sera long, souvent ingrat, les résultats n'étant en général pas visible immédiatement, mais il est indispensable.

Le magnifique mouvement général du prolétariat polonais eut pour prémisse le lent et patient travail d'organisation de petits groupes d'avant-garde qui creusèrent de 70 à 80 les canaux dans lesquels la lutte de l'été 80 pu s'engouffrer.

Voilà la grande leçon que doit faire sienne le prolétariat du monde entier pour que renaisse et se généralise mille Pologne. C'est ce que semble avoir compris le petit groupe qui diffuse "L'Étincelle".

Presse du Parti

programme communiste
REVUE THEORIQUE TRIMESTRIELLE EN FRANÇAIS

communist program
REVUE TRIMESTRIELLE EN ANGLAIS

el programa comunista
REVUE TRIMESTRIELLE EN ESPAGNOL

kommunistisches programm
REVUE TRIMESTRIELLE EN ALLEMAND

il programma comunista
JOURNAL BIMENSUEL EN ITALIEN

le prolétaire
JOURNAL BIMENSUEL EN FRANÇAIS

el comunista
JOURNAL MENSUEL EN ESPAGNOL

proletarier
JOURNAL BIMESTRIEL EN ALLEMAND

el - oumami
BULLETIN BIMESTRIEL FRANÇAIS-ARABE
POUR LE MAGHREB

el proletario
BULLETIN TRIMESTRIEL EN ESPAGNOL
POUR L'AMERIQUE LATINE

kommunistikô prôgramma
BULLETIN TRIMESTRIEL EN GREC

enternasyonalist proleter
BULLETIN TRIMESTRIEL EN TURC

● Le manifeste international du parti est disponible

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste

Série le prolétaire. 76 pages prix : 6 F.

MANIFESTE INTERNATIONAL DU PARTI

Le Manifeste international vient d'être publié en français et sera bientôt disponible dans toutes les autres langues. Intitulé : "De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale", il porte en sous-titre "Manifeste du parti communiste international, 1981". Il est utile de préciser son but, son contenu, ainsi que ses conditions de diffusion et d'utilisation.

● SON BUT

La plupart des textes que nous utilisons encore pour notre propagande sont soit des textes historiques affrontant une question particulière de doctrine (Par exemple "Parti et classe" ou "Parti et action de classe"), soit des thèses de parti comme les thèses de l'IC, du PC d'Italie et de la Gauche, qui fixent la position du parti dans tel ou tel domaine, soit encore des thèses plus récentes du Parti comme les "Thèses caractéristiques" ou les "Thèses de Naples et de Milan" qui codifient les leçons de la dégénérescence de l'IC et de la contre-révolution, que ce soit en général ou dans un domaine particulier.

Il est clair que ce matériel doit servir à guider le parti et à le délimiter sur le plan théorique et programmatique par rapport à tous les autres courants agissant dans la classe ouvrière.

Il est donc essentiellement destiné à la présentation générale des positions théoriques et politiques qui nous définissent, et à la formation de base des militants. En revanche il n'est pas adapté à la propagande, c'est-à-dire pour démontrer que la lutte prolétarienne a besoin de ces principes et de ces leçons tirées du passé du mouvement. Pour ce faire, nous ne disposons que d'un

matériel aussi encombrant que disparate : éditoriaux et articles de fond des journaux, comptes rendus des réunions générales, circulaires "internes" publiées dans la presse, brochures occasionnelles, etc.

Le besoin se faisait donc sentir, depuis un moment déjà, de rassembler nos indications et nos perspectives dans un texte unique conçu spécialement pour la propagande. Il nous fallait un texte qui s'attache à faire la démonstration de la validité des armes du marxisme révolutionnaire, des leçons que nous avons tirées de la contre-révolution et de notre vision du cours historique allant de la société bourgeoise à la révolution et à la dictature prolétarienne et, de là, au communisme. Un texte qui ne se contente pas d'invoquer l'autorité de Marx, de Lénine ou de la Gauche, mais montre à partir des faits saillants de l'histoire et de l'expérience sociale contemporaines, et des exigences de la prochaine vague révolutionnaire, le besoin d'empoigner les armes de Marx, de Lénine et de la Gauche, qui sont précisément celles que nous défendons.

C'est le premier objectif - et le plus important - auquel essaie de répondre le "Manifeste international du Parti".

Un autre souci que doit avoir l'ensemble du Parti, et auquel nous pouvons aujourd'hui commencer à donner des éléments de réponses pratiques grâce à notre travail dans de nouvelles "aires" comme l'Amérique latine, l'Aire arabe ou même la Grèce et la Turquie, est de donner à notre propagande - comme à notre action et à notre organisation - un caractère moins spécifiquement européen.

Il faut en particulier tenir compte du fait que le cycle des luttes d'émancipation nationale contre l'impérialisme est désormais clos dans ses grandes lignes, ce qui ne manquera pas à l'avenir de produire les fruits que nous en attendons, à savoir une nouvelle et puissante armée prolétarienne hors du lieu de naissance de la société moderne et du mode de production capitaliste. Cela exige que le parti s'efforce de s'appuyer, dans la présentation de son programme et de ses principes comme de ses méthodes de travail et d'action, sur une expérience sociale non limitée à l'Europe et qu'il s'ouvre le plus possible aux problèmes et aux difficultés rencontrés par le prolétariat des pays "émergents".

Ceci est d'autant plus nécessaire que le retard de l'Europe dans la course sociale, qui commence seulement aujourd'hui à remonter, pousse tout naturellement à aller chercher - à juste titre - l'expérience euro-

péenne là où elle se trouve c'est-à-dire dans le premier quart de ce siècle. La difficulté que cela représente pour la propagande internationale du parti est que, cette expérience, nous devons la transmettre non pas en évoquant le passé à la manière des historiens, mais en traduisant pour le présent les conclusions que nous en avons tirées, tout en éveillant, chez les militants révolutionnaires que produisent les nouvelles générations, le désir de s'intéresser aux trésors que le mouvement communiste possède dans son passé, pourvu qu'on les dégage de l'amas d'ordures que cinquante ans de contre-révolution ont déposés sur eux.

Le deuxième objectif que nous nous sommes fixé est donc de chercher à donner au parti un instrument de propagande unique pour les différentes aires, de manière à unifier et à homogénéiser la propagande des différentes sections nationales du parti.

● SON CONTENU

La première partie du document commence par un Manifeste proprement dit. Il rappelle l'alternative historique ouverte par la crise de la société bourgeoise : ou guerre impérialiste ou révolution communiste. Il cherche ensuite à démontrer, à partir des événements contemporains et des faits connus par les prolétaires d'avant-garde et les militants révolutionnaires, la nécessité du communisme, de la révolution et de la dictature prolétarienne et donc du parti. Après avoir démontré le besoin de retour au marxisme révolutionnaire, le texte retrace les grandes étapes du mouvement communiste, de la Ligue des communistes jusqu'au parti

d'aujourd'hui, afin d'établir, une à une, les bases constitutives du parti de classe, qui ont été chaque fois précisées et rendues plus "fermes" par les grands heurts historiques. La deuxième partie est de caractère programmatique. Après avoir développé et complété les points ajoutés en 1951 au programme de Livourne, qui donnent la position du parti face aux grandes tendances de l'impérialisme, on décrit les tâches de la révolution communiste (insurrection et dictature) et on précise le caractère de l'Etat prolétarien et les objectifs de la transformation communiste de la société, en s'attachant à les traduire dans le langage de la révolution à l'époque de l'impérialisme sénile de la fin du XXe siècle.

Vient ensuite l'énumération des grandes orientations d'action du parti à l'échelle internationale. Il s'agit seulement de définir les grands axes de l'intervention du parti dans les luttes ouvrières. Ces axes pourront être précisés ultérieurement avec la participation aux luttes. Surtout, ils devront être mis en pratique jusqu'à un certain degré et à une échelle suffisamment vaste pour que le parti puisse en tirer un "programme d'action" du type de celui présenté par le PC d'Italie au IVe congrès de l'IC, c'est-à-dire un ensemble cohérent et systématique de directives d'action pour la lutte immédiate, ce qui est en outre impossible à faire dans un texte qui, comme le "manifeste", présente avant tout un caractère de vulgarisation et d'orientation.

Aux urnes citoyens!

Cet automne ont eu lieu à Lausanne et à Genève les élections communales et, respectivement, cantonales. A chaque joute électorale, viennent tourner autour des grands ténors politiques les petites organisations, dites à tort "extrémistes", à la recherche du strapontin parlementaire.

Lausanne :

• PSO

Traditionnellement le PSO (ex-LMR) fait des élections l'occasion d'une grande campagne, comme il n'en fait pour aucune autre chose. Pour le PSO, l'activité parlementaire - en dépit de ce que les théoriciens de service n'osent encore avouer - est l'activité fondamentale du parti "révolutionnaire" qu'il voudrait être. Des élections, il fait dépendre le "gouvernement ouvrier", et du "gouvernement ouvrier", le passage pacifique vers le socialisme, où la violence ouvrière serait contenue dans ses plus étroites limites. La différence minime qui sépare le réformisme pur (PdT, PS) du centrisme politique réside dans ce qu'il ne nie pas formellement la violence et la lutte de classe ouvrière comme facteur déterminant de la transformation de la société capitaliste, mais tente de la juguler dans un processus démocratique (et donc électoral et parlementaire) du passage au socialisme.

Si l'on trace l'histoire sommaire de cette organisation sur son évolution vers le parlementarisme pur, nous noterons trois phases de développement. Tout d'abord, il a fallu à la LMR d'autrefois justifier sa participation aux élections pour s'afficher comme parti responsable et, sans doute, vaincre les résistances et hésitations internes. A ce moment là, elle invoquait le parlementarisme révolutionnaire de l'Internationale communiste des années 20, déclarait que sa participation n'était qu'accessoire dans son activité militante révolutionnaire, qu'il ne s'agissait que de faire de la propagande pour contrer les bourgeois et les réformistes, etc... Ensuite, la LMR est devenue plus pragmatique: elle voulait donner un programme électoral positif (il ne s'agissait plus seulement de dénoncer), renforçait sa volonté d'action avec le PdT/POP et le PS, mais restait sage sur le terrain législatif, faute de pouvoir constitutionnellement se présenter à l'exécutif. Enfin, dernière phase, le PSO - toujours plus réaliste - en poursuivit les thèmes électoraux les plus réformistes, pourvu qu'ils

soient à la mode chez les marginaux, s'écrasent toujours plus devant les réformistes patentés et saute sur l'occasion de présenter des candidats à l'exécutif!

Le thème électoral du PSO découle directement de sa volonté de siéger à la municipalité et de gérer l'ordre capitaliste. Les centristes veulent "une commune au service des travailleurs"! Ni plus ni moins! A quand le mot d'ordre "pour un capital au service des prolétaires"?

Sans doute galvanisé par la victoire de la gauche en France et en Grèce, le PSO compte pour l'accomplissement de son programme sur "la conquête d'une majorité de gauche". En demandant aux prolétaires, pour une n-ième fois de se mobiliser "pour une majorité de gauche au législatif et à l'exécutif lausannois", afin de gérer les structures locales de l'Etat, le PSO montre de quel côté de la barrière de classe il se situe. Les contre-révolutionnaires les plus efficaces sont justement ceux qui poussent le prolétariat dans les bras des garants de "gauche" de l'ordre bourgeois.

• "AUTREMENT"

Dans la foire électorale, le PSO ne fut pas la seule liste "alternative" aux grands partis; cette année apparaît en effet sous l'étiquette de "Autrement" le ramassis de tout les groupuscules petits-bourgeois, de Lézane bouge au GAU, en passant par le fantomatique Echo du Boulevard, etc..., dont le lien est de revendiquer la philosophie du "mieux être dans sa peau et dans sa ville".

Le thème de la campagne en dit long: "pour le droit à la différence"! L'idéal social serait donc dans une société de classe une plus grande tolérance des classes dominantes envers les catégories et groupes sociaux très spécifiques et fragmentaires. Pour nous communistes qui luttons pour l'unité ouvrière et la domination du prolétariat, seule classe révolutionnaire, sur toutes les autres, un tel mot d'ordre représente un facteur réactionnaire profond.

La science profonde de "Autrement" a été largement mise à contribution pour faire renaftra à Lausanne une ambiance de contestation farfelue, par des actions artistiques.

Genève :

• La veste de la gauche

Aux dernières élections parlementaires du Canton de Genève, en octobre, Pierre Schmid, secrétaire syndical FTMH, ancien président du Grand-Conseil genevois (législatif cantonal) se retrouve classé sur la liste du PS premier des trois candidats syndicalistes élus à la vingt-deuxième place, autant dire au fond du classement avec le bonnet d'âne.

Face à ce "lamentable score", l'USG (union syndicale du Canton de Genève) se réunissait pour éclaircir le mystère pour eux insondable de l'apathie ouvrière devant les échéances électorales et politiques traduite par un absentéisme record (61,4%).

Quand au PdT son score n'a guère été plus brillant. Après son heure de gloire, datant de l'immédiat second après-guerre en pleine euphorie de la victoire des démocraties sur les puissances de l'Axe, en plein dans la période du stalinisme triomphant, les scores du PdT ont chuté pour se maintenir jusqu'aux dernières élections où l'effondrement devient total. Alors qu'en 79 Dafflon obtenait le siège de Maire, les élections de 81 voient le PdT perdre 30 % de ses forces parlementaires. Le PdT paye aujourd'hui sur le terrain parlementaire son alignement politique de 40 ans.

Lorsque nous faisons le bilan politique des forces opportunistes syndicales et politiques en constatant qu'elles pèsent aujourd'hui sur le prolétariat d'un poids moindre qu'il y a 30 ou 40 ans, nous y voyons un facteur favorable pour la reprise du mouvement social demain.

Hier, le stalinisme pouvait entraîner le prolétariat dans les blocs de résistance pour défendre la "sacro-sainte démocratie", aujourd'hui il a toujours plus de difficultés à rendre crédible ses mots d'ordre, non seulement auprès des ouvriers mais encore auprès des classes moyennes qui préfèrent se retourner vers des forces politiques plus jeunes et plus aimables (!!!) avec un discours plus en prise directe sur leurs petits problèmes de classe intermédiaire comme les écolos ou la nouvelle gauche existentialiste (!!!).

co-satiriques sur la place de la Riponne notamment. Mais la science de "Autrement" s'arrête à ce niveau de farces et attrapes pour étudiants en mal de bizutage!

Les pompiers syndicaux qui depuis des décennies se sont fait les chantres de la "Paix du Travail" dans la prospérité récoltent sur le terrain parlementaire les fruits amers de leur collaboration de classe. La classe ouvrière, dont les conditions matérielles sont encore en Suisse très éloignées du seuil de la révolte bien que tout le cours de l'économie mondiale les pousse dans cette direction avec l'implacabilité d'une loi astronomique, préfère les bienfaits d'un week-end de pêche à la pollution des urnes.

Nous ne voyons là rien d'autre qu'un immense espoir pour demain. Le mouvement prolétarien est encore aujourd'hui immobile. Demain il s'ébranlera sous la poussée des faits, mais les forces qui le paralysent depuis plus de 40 ans n'en récolteront pas les bénéfices. Aux communistes de démontrer qu'ils représentent la seule direction capable de le mener à la victoire finale.

A bas le parlementarisme !

La participation aux élections, l'action parlementaire, au législatif comme à l'exécutif, ne sont pas les armes du combat que le prolétariat doit mener contre le capital pour se libérer des chaînes du salariat. Elles ne font que renforcer l'illusion de pouvoir modifier progressivement et sans recours à la lutte révolutionnaire, les rapports de production et les structures de l'Etat.

La classe ouvrière ne doit pas compter sur les quignols du parlement ou des conseils communaux pour défendre ses intérêts. Elle ne doit compter que sur sa lutte.

C'est dans cette lutte que la classe ouvrière fera l'apprentissage de la trahison des réformistes et des centristes qui déplacent tout mouvement social du terrain de la lutte directe de classe sur le terrain parlementaire. C'est contre cette trahison que nous luttons aujourd'hui et depuis toujours en défendant la nécessité de l'abstentionnisme révolutionnaire.

REFORME SCOLAIRE : une nécessité du capital !

Les votations sur la réforme scolaire dans le canton de Vaud, ont été précédées d'une grande campagne qui a montré que les partisans de la réforme autant que les opposants de gauche et de droite (1) ont tous, en dépit des oppositions oratoires, défendus l'institution de l'école au service du capital. Nous ne ferons pas ici de commentaire sur le résultat du vote qui est caricatural de l'inertie sociale en Suisse (pâni toutes les classes), mais nous examinerons quelle est la signification de toute réforme scolaire tant que domine le capital.

Le capital, par la division technique et sociale toujours plus poussée qu'il implique, a multiplié à l'infini la diversification de la formation des forces de travail qu'il exploite. L'école bourgeoise n'est pas une institution philanthropique ni culturelle, elle a pour fonction de former les futures forces de travail exploitées par le capital. Elle n'a et ne peut avoir - en dépit de toute pédagogie - aucune autre fonction première ! L'école est donc structurée en fonction des besoins du capital et pratique parmi les enfants de toutes classes la sélection qui fera de certains d'entre-eux des prolétaires, puis, d'autres, des petits-bourgeois et des bourgeois.

Or la réforme de l'école vaudoise - comme celle qui s'est opérée auparavant à Genève sous la houlette du socialiste Chavanne - touche bien à ce problème de la sélection. Partisans de telle ou telle réforme, ne peuvent se soustraire à la nécessité de cette sélection impitoyable. C'est bien pour cela qu'aucun d'entre eux ne remet en question le principe de la sélection. Quant bien même l'école bourgeoise serait la moins sélective, la sélection draconienne s'opérerait avec d'autant plus de douleurs, à la sortie de l'école sur le marché des forces de travail où s'exerce sans pitié la concurrence entre prolétaires. Ce

que remettent donc en question les réformateurs ce n'est que la méthode de sélection !

L'examen de la structure actuelle de l'école vaudoise montre que la sélection des grandes catégories sociales (bourgeoisie, classes moyennes, prolétaires) s'exerce dès le plus jeune âge (à la fin de la quatrième de l'école primaire) lorsque les enfants n'en sont qu'à leur onzième année d'existence. Ce mode de sélection ne correspond plus aux besoins du capital qui est, surtout en période de crise, de tirer le maximum de rentabilité des frais de formation des forces de travail. Or sélectionner à onze ans, lorsque le développement de l'intelligence chez l'enfant n'a pas atteint ses derniers paliers, est une hérésie.

Pour remédier à cet arbitraire, la bourgeoisie a donc développé différents systèmes pédagogiques permettant d'étaler la sélection sur une durée plus longue et donc de mieux évaluer les possibilités d'orientation des jeunes forces de travail en formation. Le résultat de ces nouvelles méthodes d'enseignement - qui opèrent par une sélection non plus globale mais différenciée par branche - n'est pas de rendre plus douce la sélection mais de la rendre plus impitoyable encore. En effet, au lieu d'un seul filtre, celui du très décrit "examen d'entrée au collège secondaire", l'administration scolaire dispose-

ra d'une multitude de filtres opérant les uns après les autres et ayant comme effet de ne laisser passer aucun égaré à la fin du "cycle d'observation et d'orientation" (chose qui est reprochée à l'ancien système).

Le résultat de cette sélection nouvelle formule, n'est pas seulement de jeter un peu plus d'illusions aux familles de prolétaires sur les possibilités de voir leur gosse se hisser dans les classes "supérieures", mais surtout est pour le capital d'obtenir une plus grande souplesse et adaptation de la formation aux nécessités de la production et de l'Etat.

Le terrain de la pédagogie et de la réforme des structures de l'enseignement bourgeois est parmi ceux où préfèrent évoluer les réformistes et opportunistes de tout horizon. Sur ce terrain là, leur rôle de garant de la paix sociale, s'exerce par les illusions monstrueuses qu'ils véhiculent dans les rangs prolétaires, sur la possibilité de contribuer à éliminer la misère ouvrière par un accès plus large des masses à la grande "culture".

Que les prolétaires ne se laissent pas, ni ne se laissent illusionner par ces chimères! Si en période de haute conjoncture, comme celle qui suivit le deuxième après-guerre, le capital avait un besoin pressant de cadres, d'administrateurs, de gestionnaires divers et même de philosophes et de psychologues, en période de crise, il rejette aussi prestement qu'ils les avaient attirés ces cerveaux devenus exécutaires. Le "malaise" des classes moyennes, salariées par le capital, ne vient d'ailleurs que de la perte de la garantie de leurs privilèges sur les autres classes.

Or, n'est-ce pas l'espoir d'arracher ces enfants à la condition prolétarienne qui a poussé certains ouvriers à défendre la

réforme scolaire? Cet espoir est donc vain pour deux raisons : premièrement, la sélection est renforcée par la réforme, deuxièmement les écoles supérieures chachent chaque année leur flot de chômeurs intellectuels.

Dans "le prolétaire" No 143 d'avril 1973, à propos des manifestations lycéennes contre la loi Debré remettant en cause les sur-sis militaires pour les étudiants, nous écrivions un article intitulé "Surris pour les classes moyennes? Non abolition de la division du travail!", expliquant la nature et le sens des réactions des classes moyennes à leur prolétarianisation. Comme conclusion, nous citons un long passage de cet article :

"Pendant que la petite bourgeoisie essaie d'échapper à la prolétarianisation par l'instruction supérieure, la bourgeoisie et ses valets promettent en effet au prolétariat qu'il pourrait échapper par cette même instruction à sa condition de prolétaire. Des promesses de "promotion sociale" par la "formation continue" à la revendication d'une "démocratisation" (véritable!) de l'enseignement et de "l'université aux fils des travailleurs", tous les moyens sont bons pour faire croire au prolétaire que, s'il est prolétaire, c'est parce qu'il ne sait rien et que, s'il savait quelque chose, il pourrait... devenir bourgeois."

"Qu'il s'agisse là d'une énorme escroquerie n'est que trop évident : s'il y a des OS dans les usines ce n'est pas parce qu'il y a des gens qui ne sont pas allés à l'université, mais parce que la

suite en page 8

(1) La droite conservatrice reprochait à la réforme d'aller trop loin, la gauche d'être trop timide!

●FRANCE...

suite de la page 1

On le voit, pour la bourgeoisie, le nouveau régime n'a rien de bien terrible. Il offre au mieux ses intérêts généraux, c'est-à-dire la défense globale des intérêts du capitalisme national. Et en cela il est magnifiquement secondé par les syndicats qui depuis 6 mois n'ont pas rompu la paix sociale, pour ne pas empêcher selon eux, les réformes du gouvernement.

Mais, on peut le dire, le gouvernement PS-PS a jusqu'à aujourd'hui fait illusion. Mais ce dernier se heurte aux dures réalités de la crise. Parions que le printemps verra se rompre la trêve, et que les nouvelles luttes, d'abord partielles, puis générales, décolleront, brisant l'image d'un Etat au service des travailleurs contre les méchants patrons pour substituer l'image du front uni des patrons et de l'Etat contre les luttes des travailleurs.

La nouvelle gauche qui rêve de faire sortir le PS de son "compromis" avec la droite, en regardant l'expérience française, accumulée les leçons pour demain. En voulant faire rebrousser dans l'opposition le PS, elle entend construire un "système" politique qui permettrait de concentrer l'opposition à la droite, restée seule gestionnaire, sur une force capable de prendre la relève, à la façon Kitterand. Voilà tout le secret de ces commentaires. C'est la classe ouvrière dans une alternative sans but, en lui donnant l'illusion qu'on peut faire l'économie de la lutte. L'expérience française démontre le contraire.

Soutenez la presse du Parti

Diffusez-la !
Abonnez-vous !

●REFORME SCOLAIRE...

suite de la page 7

production capitaliste a besoin d'OS. Si (théoriquement) tout fils d'ouvrier peut aller à l'école et devenir un cadre bourgeois, tous les fils d'ouvriers ne le peuvent pas : le capitalisme repose sur l'exploitation du prolétariat et ne peut pas être supprimé !

"Il y a deux ans, la Pravda parlait des ennuis causés en Russie par la surabondance de bacheliers (et la planification ?) : les bacheliers excédentaires se retrouvaient... simples ouvriers à l'usine, ce qui n'allait pas tout seul; diable, on leur avait promis autre chose !"

"Présenter aux prolétaires l'ascension sociale comme voie de salut, c'est offrir à quelques prolétaires la possibilité de se "sauver" individuellement sur le dos des autres, et en même temps poser la société capitaliste comme éternelle, exclure l'émancipation collective de la classe ouvrière, ce qui, évidemment, réduit chacun à chercher son salut personnel contre les autres.

"Contre cette escroquerie, le communisme affirme que le prolétariat ne peut pas se sauver en cherchant à échapper à sa condition, mais doit l'assumer, s'organiser en classe révolutionnaire, c'est-à-dire en Parti, s'élever en classe dominante, c'est-à-dire détruire l'Etat bourgeois par la révolution violente et instaurer sa propre dictature de classe, pour pouvoir détruire les fondements mêmes de son exploitation et de son existence en tant que classes : les rapports capitalistes de production, LE SALARIAT ET LE MARCHÉ; et cette abolition du capitalisme est synonyme de l'ABOLITION DE LA DIVISION SOCIALE DU TRAVAIL et de la DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN CLASSES. Voilà le point de vue du prolétariat."

LE "SOCIALISME" ALGERIEN REPRIME AUSSI !

Derrière le masque du "socialisme" algérien se cache le visage du capitalisme barbare qui réprime toute l'avant-garde d'un mouvement social profond où la classe ouvrière est portée à devenir le fer de lance de la lutte. La répression qui s'abat aujourd'hui sur cette avant-garde est bien cachée par l'Etat qui déclare ne pas avoir de prisonniers politiques dans ses prisons.

Et pourtant partout où les masses descendent dans la rue, partout où s'organisent les prolétaires, s'abat la répression et la torture physique. Dans le domaine de la torture les barbouzes algériens, si prompt à se plaindre de l'ignoble traitement que faisaient subir les paras français aux militants nationalistes, n'ont aujourd'hui plus rien à apprendre de ces derniers. La tactique des flics est classique: on arrête, on fait passer des aveux à coups d'ampères, et on continue après à briser à petit feu la vie de ces militants jusqu'à ce que mort s'en suive dans le silence et l'oubli des prisons.

A El-Harrach 23 militants du Collectif culturel ont été arrêtés et accusés de "subversion", "d'atteinte à la sûreté intérieure", etc...

A Bedjaia, aux cours des manifestations de mai contre la mise en place, les forces de répression ont arrêté des centaines de manifestants. 160 d'entre eux sont toujours emprisonnés et vont passer devant les tribunaux de "flagrants délits".

On compte encore d'autres révoltés ou militants dans les prisons de Akbou, Tizi-Ouzou, Boufarik, à Bordj Menaiel, à El Harrach.

Le raffinement suprême en matière de torture est d'enfermer les politiques dans les bagnes les plus durs, comme Lambèse, où sont enfermés les droits communs les plus dangereux, qui participent à briser les militants dans l'indifférence calculée de l'administration pénitentiaire.

C'est ainsi qu'à Lambèse, 3 ouvriers sont emprisonnés pour avoir tenté d'organiser un syndicat indépendant.

Dans cette prison sont aussi détenus 3 de nos camarades et contacts : Benkhallat Ralah, Kendour Abdelmalek et Akkache sid Ali.

Les prisonniers politiques de Lambèse souffrent de conditions de détention bestiales aggravées par l'absence de soins que réclameraient leur état après les tortures subies pour obtenir les aveux.

Face à la répression bourgeoise qui s'exerce en Algérie comme dans tout le Maghreb la classe ouvrière, quelle que soit sa nationalité, doit faire preuve de sa solidarité. Cette solidarité qui doit s'exprimer par la lutte de classe contre sa bourgeoisie ne peut trouver aujourd'hui, dans l'apathie sociale, que l'expression d'une aide matérielle apportée individuellement pour soutenir la défense des militants d'avant-garde emprisonnés.

C'est pourquoi nous appelons les lecteurs et sympathisants à souscrire pour la lutte contre la répression en Afrique du Nord et en Algérie spécifiquement.

SOLIDARITE AVEC NOS MILITANTS ET CONTACTS EMPRISONNES

Nous appelons tous les lecteurs et sympathisants à manifester leur SOLIDARITE avec nos camarades frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO, 20 rue J. Bouton 75012 Paris, avec mention "SOLIDARITE ALGERIE".

ou en donnant directement à nos camarades lors des permanences tenues toutes les semaines à Genève ou à Lausanne.

C'est le capital qui tue, pas la nature !

L'exemple du tremblement de terre à Athènes l'hiver passé, montre une fois de plus le vrai visage de la société capitaliste, qui derrière son aspect de "paradis" pour la bourgeoisie, cache la mort, la terreur et l'insécurité pour ceux qu'elle exploite.

A Athènes comme dans d'autres agglomérations que ce soit Agadir au Maroc, El Asnam en Algérie, au Frioul en Italie, en Iran ou ailleurs, les exemples ne manquent pas, une distinction dans le mode de bâtir existe entre les classes sociales. Dans ces zones, la bourgeoisie et les classes dominantes savent protéger leurs précieuses personnes en utilisant toutes les dernières ressources de la science, car aujourd'hui il est possible de construire pour résister aux séismes ou tout au moins pour empêcher que ceux-ci ne sement la mort à condition d'en mettre le prix. Pour les prolétaires et les masses laborieuses, elles n'ont que l'issue de s'empiler dans des bâtisses incapables de résister aux secousses car telles sont les lois qui prévalent à leur logement.

D'autre part à Athènes comme ailleurs, à la suite des tremblements de terre, aucun plan d'aide efficace n'a existé, et ne peut exister. Pour la société du profit et de la rotation du capital,

l'entreposage des tentes, des aliments, des produits pharmaceutiques et de tous les autres biens de première nécessité coûte cher car c'est autant d'argent qui ne circule pas. Seule une société libérée du capitalisme et de ses lois pourra prendre en compte sur les fonds sociaux centralement planifiés, un fond de catastrophes efficace.

Les accidents de mines sont un autre exemple aussi dramatique du peu d'importance pour le capital de la vie des prolétaires puisque ceux-ci sont en surnombre sur le marché des forces de travail.

En Tchécoslovaquie le 3 septembre, 65 mineurs trouvaient la mort dans une explosion "dont les causes ne sont pas connues". Une enquête, une de plus, est ouverte. Dans cet Etat, rappelons qu'en 1961 un incendie dans une mine faisaient 100 morts, qu'en 1976 se furent 43 mineurs qui trouvèrent la mort, puis en 1977, 31 morts et le 3 mai dernier 3 morts.

Aux Philippines, un glissement de terrain (toujours imprévisible pour le capital, comme à Mattmark!) dans un site minier fait 152 morts officiels et plusieurs centaines de disparus qu'il est logique de compter parmi les morts. Ceci s'est passé le 9 octobre 1981.

Au Japon, le 16 octobre 1981, une explosion de gaz fait 57 morts

au fond d'une mine de charbon. 44 ouvriers, dont l'équipe de sauveteurs sont portés disparus définitivement puisque la direction de la Hokkaido Colliery and Steamship Company projette d'injecter de l'eau pour éteindre l'incendie! Rappelons qu'en juillet 75, cinq ouvriers trouvaient la mort dans une explosion de gaz dans la même mine!

Tant que nous subissons le capitalisme, il y aura des catastrophes "naturelles" se transformant en tragédies pour les prolétaires, des séismes, des accidents du travail et des guerres quotidiennes.

PARTOUT LE MALHEUR N'EST PAS "NATIONAL" MAIS DE CLASSE.

PARTOUT LA MORT, L'INSECURITE, L'AUSTERITE ET LA FAIM REGNENT CHEZ LES EXPLOITES.

Tous les jours, se fait ressentir avec plus d'insistance la nécessité d'une société qui satisfasse enfin les besoins de l'humanité et non pas du profit.

Tous les jours devient de plus en plus pressante la nécessité de la révolution et de la dictature prolétarienne qui déracinera les bases du système qui provoque ou vit de toutes ces catastrophes.

Tous les jours, la nécessité du communisme devient de plus en plus indispensable.

GENEVE : LES MOYENS DE LA REPRESSION

Au début du mois d'octobre, un comité référendaire s'était constitué à Genève pour lutter (entendez par là: récolter des signatures !) contre la nouvelle loi sur la police, votée par le Grand Conseil genevois le 18 septembre dernier.

Des organisations et groupes formellement différents mais convergent vers le démocratisme composaient ce comité: l'Association des Juristes Progressistes, Front Rouge, un regroupement issu de l'O.C.S., le Syntec, la V.P.O.D., le C.H.I.T. (comité helvétique pour la légalisation du cannabis), les Jeunesses Socialistes, le P.S.O. (ex-L.M.K.), le groupe Homosexuel, etc... Malgré la composition hétéroclite du comité, tous les groupes représentés étaient d'accord sur un point: l'utilisation de "l'arme" du référendum.

Ainsi, tous nos ex-gauchistes ont sombré corps et âmes, ou plutôt armes et bagages dans l'abîme

des méthodes collaborationnistes!

L'objectif de cette nouvelle loi est de donner des moyens: "(...) à la Police de mieux remplir ses tâches de prévention et de protection de l'ordre public (souligné par nous) et des citoyens en augmentant les effectifs, l'encadrement, et en fixant des bases légales de certaines interventions policières, comme le contrôle d'identité, la fouille des voitures et des personnes." (Journal de Genève, 6 octobre 1981).

Le but de l'Etat est donc triple:

- a) la prévention des éventuelles désordres publics et protection de l'Ordre tout aussi public !
- b) la légalisation des actes (bavures) que la police pratique depuis longtemps: rafles, fouilles corporelles, déshabillages, etc...
- c) et enfin, l'augmentation des effectifs du corps répressif qu'est la police.

Par cet arsenal de lois et de moyens, la bourgeoisie genevoise se met sur la même longueur d'onde que les autres bourgeoisies européennes: elle se blinde et se prépare pour demain !

L'aboutissement du référendum ne règlera en aucune manière le problème plus général de la répression.

Aujourd'hui, en l'absence de mouvement social, on peut déjà s'y préparer en imposant des règles minimum de sécurité dans le travail d'organisation des éléments d'avant-garde. Par exemple: éviter de se dire les noms, les numéros de téléphone et adresses de chacun; refuser de signer les pétitions et les listes de présence. En récoltant 10.000 signatures d'opposants à cette loi ne facilite-t-on pas le travail de mise en fiche de la police ?

C'est seulement en abandonnant les illusions démocratiques que l'on pourra efficacement lutter contre la répression !